



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 29 novembre au 5 décembre 2019

Le 6 décembre 2019

Résumé

Bangladesh : TIC – Inauguration du 7ème plus grand data centre du monde. TIC- Le palmarès 2019 du «Global Connectivity Index » confirme les progrès du Bangladesh. TIC – Développement des services financiers digitaux. Elevage bovin – le secteur poursuit sa modernisation avec l'aide de la Banque Mondiale. Les établissements bangladais sont mal positionnés dans les classements internationaux.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : La croissance réelle du PIB est tombée à 4,5% en g.a au T3 2019.

Finances publiques : Le déficit budgétaire des administrations centrales aurait dépassé la cible annuelle en novembre.

Politique monétaire et financière, autres informations : La Banque centrale a laissé inchangé ses principaux taux directeurs.

Maldives : Adoption du budget 2020 par le Parlement.

Népal : Le compte courant affiche une forte réduction de son déficit au premier trimestre de l'exercice budgétaire 2019-2020.

Pakistan : Le déficit public se contracte fortement pour atteindre 0,7 % du PIB au cours du premier trimestre 2019/20. Progression des rapatriements de bénéfices et de dividendes au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2019/20. Les financements étrangers reçus par le Pakistan ont plus que doublé au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2019/20. Révision de la perspective attachée à la notation de la dette souveraine du Pakistan de négative à stable par l'agence de notation Moody's. L'Australie annonce la fin de ses programmes d'aide au développement au Pakistan. Entrée en vigueur de l'accord de libre-échange révisé entre la Chine et le Pakistan.

Sri Lanka : Visite du nouveau président sri-lankais Gotabaya Rajapaksa en Inde. Légère hausse de la production et de l'exportation de thé sur la période janvier - septembre 2019. Création d'un comité de nomination pour les entreprises publiques.



BANGLADESH

- **TIC – Inauguration du 7^{ème} plus grand data centre du monde.** Un Data Centre d'une capacité de 2 petabytes a été inauguré le 26 novembre 2019 par la Première Ministre dans la *Bangabandhu Hi-Tech City* à Gazipur (nord de Dhaka). Ce « Tier 4 National Data Center » qui s'étend sur 2,8 hectares a été construit à partir de 2016 par l'entreprise chinoise ZTE pour 15,2 Mds Tk (160 M€) dont 12,0 Mds Tk ont été financé par l'Exim Bank of China. Il a obtenu la certification Tier IV auprès de l'*Uptime Institute* américain et sera exploité par le *Bangladesh Computer Council* (<http://www.bcc.gov.bd/>).
- **TIC- Le palmarès 2019 du «Global Connectivity Index» confirme les progrès du Bangladesh.** La 5^{ème} édition du 'Global Connectivity Index' lancé par Huawei en 2015 place le Bangladesh au 73^{ème} rang sur 79 pays avec un score de 28 points sur 120, mais il figure parmi les 4 pays ayant le plus progressé depuis 4 ans dans l'économie digitale, aux côtés de l'Ukraine, l'Afrique du sud et l'Algérie. Les 79 pays couverts par le GCI 2019 représentent ensemble 95% du PIB mondial et 84% de la population. Le Bangladesh était à la 76^{ème} place en 2018 et à la 77^{ème} en 2015 la première année du classement avec 21 points. Le GCI classe 79 pays sur 40 indicateurs. En Asie du sud, l'Inde figure au 65^{ème} rang (34/120), devant le Bangladesh (73^{ème}, 28/120) et le Pakistan (76^{ème} avec 26 points), Sri-Lanka n'est pas classé.
- **TIC – Développement des services financiers digitaux.** A l'occasion du séminaire « 'Bangladesh Digital Wages Summit », organisé le 20 novembre 2019, les ministres de l'industrie et des TIC ont affirmé que 90 % des employés du secteur textile devraient recevoir leur salaire par transfert digital en 2021 et non plus en numéraire. Actuellement sur les 4 M de salariés du secteur RMG, 1,5 M perçoivent déjà leurs émoluments par voie électronique.
- **Elevage bovin – le secteur poursuit sa modernisation avec l'aide de la Banque Mondiale.** La filière de l'élevage bovin a une contribution directe encore modeste au PIB du Bangladesh (1,47% du PIB en 2018-19) mais le cheptel bovin dépasse les 24 millions de têtes en 2019 et le Bangladesh, huitième population mondiale (estimée à 167,7 M habitants en 2019), est quasiment autonome en viande bovine. Un projet Banque Mondiale d'une enveloppe de 500 M\$ visant à améliorer la productivité a été signé en décembre 2018 et permettra d'engager les réformes nécessaires.
- **Education – Les établissements bangladais sont mal positionnés dans les classements internationaux.** Le classement *QS World University Ranking 2020*, publié en novembre 2019, confirme le mauvais positionnement des établissements d'enseignement supérieur bangladais, avec seulement deux présents sur 1000, contre 24 en Inde, 7 au Pakistan, 1 au Sri Lanka, mais 2 au Vietnam, 3 à Singapour (dont les deux premiers établissements d'Asie, à la 11^{ème} place mondiale), 8 en Thaïlande, 9 en Indonésie, 21 en Malaisie, etc. Les deux établissements publics sont Bangladesh University of Engineering and Technology (BUET, à la 819^{ème} place) et Dhaka University qui régresse à la 965^{ème} ; elle figurait au 701^{ème} rang en 2017. Les principaux établissements privés du pays n'apparaissent pas parmi les 1000 premiers (BRAC University, North South University, United International University et Daffodil International University. En Asie, BUET (avec 6760 étudiants en 2019 et à peine 18 étrangers) se classe à la 182^{ème} place sur 224 et Dhaka University à la 213^{ème}.



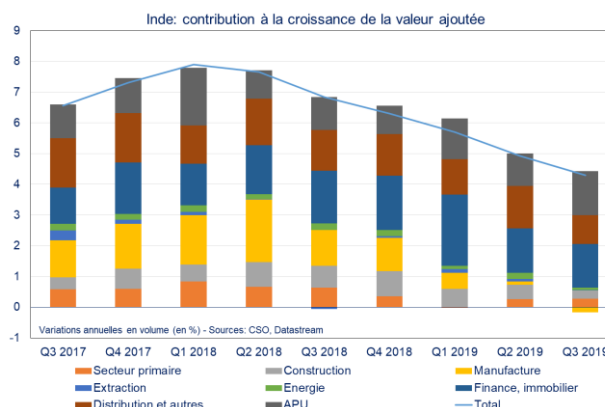
D'après les classements, les universités bangladaises obtiennent d'assez bons résultats en matière d'enseignement, mais elles sont loin d'être à la hauteur en recherche. Elles souffrent d'un manque d'investissement dans un contexte où les autres universités asiatiques font d'importants efforts. Loin des cibles de 6% du PIB (UNESCO) et 3% (7^e plan quinquennal 2016-2020), l'argent public dédié à l'éducation (primaire, secondaire, supérieure et technique) ne représente que 2,1% du PIB dans la loi de finance 2019-2020 (611,2 Mds TK contre 521,5 Mds TK en 2018/19) et cette proportion est restée stable depuis plusieurs années. A titre de comparaison, l'Inde dépenserait l'équivalent de 4,6% du PIB pour l'éducation, Sri Lanka 3,5% (2016) et le Pakistan 2,4% (2018-19). Un des défis majeurs de l'enseignement supérieur au Bangladesh est l'employabilité des diplômés. Un rapport de la Banque Mondiale de mars 2019 (*Bangladesh, Tertiary Education Sector Review*) montre ainsi que le taux de chômage des diplômés atteint 11,2%, lorsqu'il n'est que de 6,4% pour ceux possédant un diplôme du secondaire, et de 2,7% pour ceux avec un niveau primaire. Deux ans après l'obtention d'un diplôme universitaire, 40% seulement ont trouvé un emploi tandis que 40% des nouveaux diplômés sont toujours en recherche d'emploi.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **La croissance réelle du PIB est tombée à 4,5% en g.a au T3 2019.** Elle marque, après une expansion de 5,8% au T1 2019, puis de 5% au T2 2019, sa cinquième baisse consécutive pour atteindre un étiage depuis le T1 2013¹.

Ce **net ralentissement de la croissance tient surtout au secteur industriel** et, plus spécifiquement, à la **branche manufacturière**, dont la valeur ajoutée affiche une contraction pour la première fois depuis le T2 2017 (baisse de 1% en g.a, contre +7% au T3 2018). Il s'explique aussi par l'essoufflement du secteur de la construction², avec une hausse de la production de seulement 3,3% en g.a au T3 (contre +8,5% au troisième trimestre 2018, voir ci-contre).



Cette situation devrait peser sur la demande de travail dans un contexte où les activités de construction représentent près d'un quart de l'emploi non-agricole (soit environ 50 millions d'emplois) et près de la moitié des emplois créés depuis le milieu des années 2000. En outre, les autres branches industrielles marquent également le pas : + 0,1% dans les **industries extractives** et + 3,6% dans le secteur de **l'énergie et de l'assainissement**. A l'instar du T2 2019, **la croissance du secteur agricole demeure atone** sur ce dernier trimestre avec un essor de seulement 2%, alors qu'elle apparaissait plus dynamique un an plus tôt à la même période (+5%).

¹ La variation de la valeur ajoutée brute (PIB corrigé des taxes et subventions) s'inscrit, quant à elle, sur le même sentier de croissance pour s'établir à seulement 4,3 % au T3 2019, après 4,9 % au T2 2019 selon les données publiées par le Bureau des statistiques.

² Rattaché par les données indiennes au secteur secondaire.



L'activité marque aussi un léger ralentissement dans le secteur tertiaire: la valeur ajoutée y progresse ainsi de 7,4 % en g.a (soit une contribution de 4 points), contre +7,5% un an plus tôt, entraîné par la progression de la valeur ajoutée des services publics et parapublics (+ 11,6%, contre 8,6% un an plus tôt), elle-même portée par la forte hausse des dépenses publiques au troisième trimestre. L'expansion du secteur logistique, de la distribution, de la restauration et des TIC ralentit, pour sa part, à 4,8 %, contre 6,9% un an plus tôt. Les services financiers et immobiliers affichent, de même, une nette inflexion de leur rythme de croissance à 5,8%, contre un essor de 7,2% un an plus tôt.

Selon l'optique des dépenses, **la croissance a été à nouveau freinée par le ralentissement marqué de l'investissement.** En effet, **la formation brute de capital fixe (FBCF) affiche un essor fragile de seulement 1%** (contre +12% au T3 2018) dans le sillage de l'orientation négative du cycle de crédit, en lien avec la crise du secteur financier non-bancaire. La variation de la FBCF ressort notamment, à son plus bas niveau depuis le T4 2014, et demeure inférieure à 5% sur trois trimestres consécutifs.

Cependant, **les dépenses de consommation privée affichent une légère reprise**, avec une progression de 5 % entre juillet et septembre 2019 (contre +10% un an plus tôt), à mettre ainsi en parallèle de l'augmentation de 3,1% enregistrée au second trimestre 2019. En outre, **la consommation des administrations publiques (APU) affiche une croissance soutenue**, de 15,6%, soit un rythme supérieur à celui affiché un an plus tôt (+11%), portée par le dynamisme des dépenses, tant au niveau des administrations centrales que des Etats fédérés. Dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale, et de tensions commerciales accrues, **la contribution du secteur externe est apparue positive** : on observe ainsi une baisse conjointe à la fois des exportations (- 0,4%, biens et services compris) mais également des importations (- 7%).

FINANCES PUBLIQUES

- **Le déficit budgétaire des administrations centrales aurait dépassé la cible annuelle en novembre.** Conjecturée en août dernier, lors de la présentation du projet de loi de finances pour l'exercice 2019/20, à 3,3 % du PIB, soit 7 038 Mds ₹ (90 Mds €), la cible de déficit budgétaire semble d'ores et déjà atteinte fin novembre, à quatre mois de la clôture de l'exercice. En effet, les données publiées par le Contrôleur général des Comptes indiquent que le déficit budgétaire a atteint 7 205 Mds ₹, soit 102,4 % de l'objectif annuel.

Les recettes totales collectées par le gouvernement central se sont élevées à 9 345 Mds ₹ sur les sept premiers mois de l'exercice budgétaire (avril – octobre 2019), soit 45 % de l'objectif annuel. A cet égard, les recettes fiscales nettes ont quant à elles atteint seulement 42% de la cible annuelle à cinq mois de la fin de l'exercice budgétaire. En parallèle, les recettes recouvrées au titre de la fiscalité indirecte ont atteint 2 242 Mds ₹, soit 72 % de l'objectif annuel. A ce sujet, on notera que les recettes des dividendes issus des entreprises publiques et de la RBI ont, pour leur part déjà atteint 97% de la cible annuelle, à la faveur du versement d'un dividende record par la RBI (1 761 Mds ₹, dont 526 Mds ₹ d'excédents de provisions sur risque non inclus dans le budget). En contrepoint, les **dépenses publiques totales**, quant à elles, se sont établies à 16 550 Mds ₹, soit 60 % de la cible. Les dépenses courantes se sont élevées à 14 536 Mds ₹ (dont 2 900 Mds ₹ dédiées au règlement des intérêts), tandis que les dépenses d'investissement ont atteint 2 000 Mds ₹.



POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

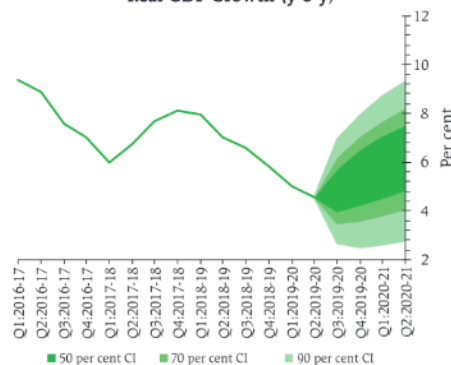
- **La Banque centrale a laissé inchangé ses principaux taux directeurs.** A la surprise générale, le Comité de politique monétaire a décidé, à l'unanimité, de maintenir les taux directeurs. Le Comité a certes souligné les marges de manœuvre en termes de politique monétaire mais le besoin accru de vigilance quant à l'évolution de l'inflation dans les prochains mois. Il a ainsi mis en exergue le net rebond de l'inflation, notamment alimentaire, ces derniers mois. Elle maintient, en outre, l'orientation accommodante décidée en octobre dernier.

Les inquiétudes se cristallisent principalement autour du ralentissement de l'économie, alors que la croissance du PIB s'est affaïssée à moins de 5% au T3 2019 (4,5%, son plus bas niveau en six années) et que les indicateurs avancés demeurent mal orientés sur le trimestre actuel. La nette modération du secteur industriel (à la fois à travers la contraction de la production des industries lourdes mais également de la baisse de l'indice de production industrielle), a en effet été soulignée par le Comité tout comme le ralentissement du secteur des services. Une atonie de l'économie que pourrait également traduire la modération des pressions inflationnistes, hors bien alimentaires, et le fléchissement des importations. Sur le plan international, le ralentissement de la croissance mondiale, en sus de l'incidence défavorable sur la demande mondiale, est une source d'inquiétude signalée par la RBI, alors que les sorties de capitaux pourraient également s'accroître suite à la reprise des politiques monétaires accommodantes au sein des économies avancées.

- **La Banque centrale a, dans ce contexte, revu ses estimations de croissance à la baisse pour 2019-20.** L'Institut d'émission estime désormais que la croissance de la valeur ajoutée s'élèvera à 5 % sur l'exercice en cours, contre une prévision établie à 6,1 % en octobre dernier. Cette estimation, présentée à l'issue de la réunion du Comité de politique monétaire, apparaît ainsi largement cohérente avec celle calculée par les principales agences de notation. Elle estime également que la croissance devrait atteindre entre 5,9 et 6,3% au premier semestre de l'exercice suivant (2020-21) alors que les mesures de soutien à l'économie devraient à cet horizon avoir une incidence positive.

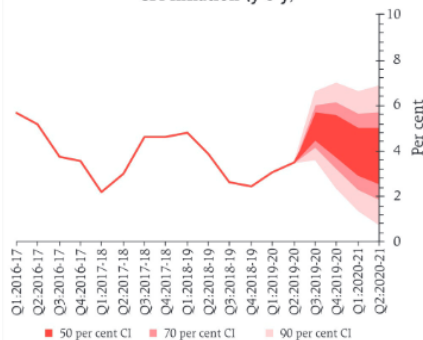
A l'inverse, les prévisions d'inflation de la RBI ont été revues à la hausse. L'Institut anticipe désormais une hausse des prix à la consommation comprise entre 4,7 et 5,1 % au second semestre de l'exercice budgétaire 2019-20 (octobre 2019 – mars 2020), nettement supérieure à l'estimation présentée lors du dernier Comité en décembre (entre 3,5 et 3,7 % pour rappel). Pour l'exercice 2020-21, la Banque central estime une inflation comprise entre 3,8 et 4 % pour le premier semestre. La modération de l'inflation sur l'exercice suivant résulterait largement d'un effet de base favorable et d'une modération de la hausse des prix alimentaires.

Chart 2: Quarterly Projection of Real GDP Growth (y-o-y)



CI-Confidence Interval

Chart 1: Quarterly Projection of CPI Inflation (y-o-y)



CI-Confidence Interval



MALDIVES

- **Adoption du budget 2020 par le Parlement.** Le Parlement des Maldives a adopté le budget pour l'année 2020, avec 77 voix pour sur les 87 députés de la chambre. Celui-ci prévoit 35,9 Mds MVR (2,1 Mds EUR) de dépenses, pour 30 Mds MVR (1,75 Md EUR) de revenus et dons. Le budget présente un déficit prévisionnel d'environ 6,2% du PIB pour 2020. 10 Mds MVR (584 M EUR) seront alloués au programme d'investissements dans le secteur public. Il est notamment prévu de déplacer le principal port de la capitale Malé, de développer de nouveaux hôpitaux ainsi que de démarrer le programme de construction de 10 000 logements. 1,9 Md MVR a été réservé pour le remboursement des échéances de la dette. L'an dernier, le budget prévoyait 26,7 Mds MVR de dépenses et 23,1 Mds MVR de recettes et dons, soit un déficit de 3,5% du PIB.

NEPAL

- **Le compte courant affiche une forte réduction de son déficit au premier trimestre de l'exercice budgétaire 2019-2020** (mi-juillet 2019/mi-octobre 2020). Ainsi, le solde des transactions courantes affiche un déficit de 240 M\$, soit une résorption de 66% en glissement annuel. La résorption du solde courant traduit principalement la forte baisse du déficit de la balance commerciale de biens et services.

La balance des échanges de biens et services a ainsi enregistré une nette modération : elle affichait une hausse de 14% en rythme annuel à la mi-octobre pour un déficit consolidé de 2,7 Mds \$, dont 98% est lié au solde des échanges de biens.

De plus, si le solde des revenus demeure excédentaire et progresse fortement à 0,23 Md \$ sur les trois premiers mois de l'exercice actuel, celui des transferts demeure la principale source de devises étrangères avec un solde excédentaire de 2,3 Mds \$ (il recule toutefois de 3,4% en rythme annuel), principalement du fait d'une baisse des transferts de migrants (-4,6% à 2 Mds \$).

Le déficit du solde courant est en partie financé par les excédents des comptes de capitaux et financier (respectivement de 32 et 55 M \$). Au sujet du compte financier, on notera la forte hausse des investissements directs étrangers au Népal (+ 160% à 36 M \$). Le reliquat est financé par le poste des erreurs et omissions, qui atteignent 422 M \$, et invite à interpréter le compte financier avec prudence.

Enfin, on pourra noter que **les réserves de change ont connu une baisse de 128 M \$**. Les réserves de la Banque centrale atteignaient au total 10 Mds \$ à la mi-octobre, en hausse de 1% en glissement annuel, et représentaient à cette date 9 mois d'importations de biens et services (contre 8 mois un an plus tôt).

PAKISTAN

- **Le déficit public se contracte fortement pour atteindre 0,7 % du PIB au cours du premier trimestre 2019/20** (du 1er juillet au 30 septembre 2019). Alors qu'il atteignait 1,4 % du PIB au



cours de la période correspondante de l'exercice précédent, le déficit public s'affiche en baisse de plus de 47,2 en glissement annuel en valeur absolue. Il atteint ainsi son niveau le plus bas depuis treize ans en proportion du PIB. La balance primaire (hors paiement des intérêts de la dette publique) enregistre quant à elle un solde positif à hauteur de 0,6 % du PIB au T1 2019/20 et dépasse donc largement la cible fixée à 0,2 % dans le cadre du programme FMI (critère impératif).

Selon les données publiées par le ministère des finances, cette évolution s'explique principalement par la forte progression des recettes couplée à un ferme contrôle des dépenses. Les recettes, en hausse de 35,1 % en valeur, augmentent à 3,4 % du PIB après 2,9 % un an plus tôt. Les recettes fiscales, en nette progression tant au niveau fédéral que provincial (+17,2 % au total), s'établissent à 2,6 % du PIB (+0,1 point de pourcentage par rapport au T1 2018/19). Les recettes non fiscales enregistrent quant à elles une hausse notable de 172,8 % en valeur – notamment en raison de la forte progression des profits de la banque centrale – et s'établissent à 0,8 % du PIB (contre seulement 0,3 % un an auparavant).

Les dépenses enregistrent une hausse de 8 % en valeur pour atteindre 4 % du PIB (après 4,3 % du PIB au T1 2018/19). Si les dépenses d'investissement progressent en valeur de 35,1 %, elles demeurent stables en proportion du PIB à seulement 0,3 %. Les dépenses courantes progressent également de 6,9 % mais ne représentent plus que 3,6 % du PIB (-0,3 point de pourcentage un an plus tôt). Au niveau fédéral, le service de la dette et les services de sécurité et de défense comptent pour respectivement 53,4 % et 25,8 % des dépenses courantes, à comparer à 0,2 % et 1,5 % pour les budgets consacrés à la santé et à l'éducation.

- **Progression des rapatriements de bénéfices et de dividendes au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2019/20** (1er juillet 2019 au 30 juin 2020). Ils ont atteint 548,1 M USD, à comparer à 497 M USD sur la période considérée un an plus tôt (+10,3 % en glissement annuel). Le montant des rapatriements de bénéfices et de dividendes demeure toutefois inférieur aux flux nets d'IDE enregistrés sur la période considérée (650 M USD). 91,1 % de ces rapatriements sont issus des IDE, le reste provenant des investissements de portefeuille. Les principaux pays vers lesquels les bénéfices et les dividendes ont été rapatriés sont le Royaume-Uni (23,4 % du total), les Etats-Unis (19,7 %), Hong Kong (14,4 %), la Suisse (8,6 %) et les Emirats arabes unis (4,2 %). En termes sectoriels, le montant le plus important a été rapatrié par les entreprises œuvrant dans les services financiers (20,5 %), suivies par celles des secteurs de l'exploration d'hydrocarbures (17,8 %), du transport (14,1 %) et des produits chimiques (11,7 %).
- **Les financements étrangers reçus par le Pakistan ont plus que doublé au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2019/20** (1er juillet 2019 au 30 juin 2020). Le montant total des déboursements atteint 2,5 Mds USD, après 1,6 Md USD un an auparavant (+59,3 % en glissement annuel). Les emprunts, qui comptent pour 92,3 % du total des financements étrangers reçus au cours de la période considérée, s'élèvent à 2,3 Mds USD quand les dons s'établissent à 195,5 M USD. Le Pakistan a en outre reçu 785 M USD dans le cadre d'emprunts auprès des banques commerciales. Les déboursements des bailleurs multilatéraux s'affichent à 1,1 Md USD (54 % pour la Banque asiatique de développement, 28,6 % pour la Banque islamique de développement dans le cadre d'une facilité de paiement différé pour les importations de pétrole et 12,4 % pour la Banque mondiale) quand ceux des bailleurs bilatéraux se limitent à 473,2 M USD. La Chine demeure le premier partenaire financier bilatéral du Pakistan (295,2 M USD, soit 62,4 % des emprunts auprès des partenaires bilatéraux), suivie par le Royaume-Uni (22,5 %), les Etats-Unis (6,5 %) et le Japon (4,5 %). Pour mémoire, les autorités estiment que le montant total de l'aide étrangère – hors aide financière de court terme en soutien aux réserves



de change – atteindra 13 Mds USD en 2019/20, à comparer à 10,8 Mds USD en 2018/19 et 11,5 Mds USD en 2017/18.

- **Révision de la perspective attachée à la notation de la dette souveraine du Pakistan de négative à stable par l'agence de notation Moody's.** La note d'émetteur à long terme du Pakistan est toutefois maintenue à B3. Cette décision est motivée par l'amélioration de la situation de la balance des paiements du pays, soutenue par les mesures d'ajustement adoptées dans le cadre du programme FMI et la libre fluctuation du taux de change. Moody's souligne notamment la réduction des vulnérabilités externes, même si le renforcement des réserves de change prendra du temps. Les réformes fiscales en cours permettront de réduire les risques liés à la soutenabilité de la dette et au manque de liquidité du gouvernement.
- **L'Australie annonce la fin de ses programmes d'aide au développement au Pakistan.** Dans le cadre du redéploiement du programme global d'aide au développement de l'Australie dans la région du Pacifique, les autorités australiennes ont annoncé l'interruption de leur aide financière bilatérale au Pakistan au-delà de l'exercice budgétaire 2020/21. Selon les données des autorités australiennes, après un pic à 70 M USD en 2009, le montant total des déboursements de l'Australie en faveur du Pakistan s'est élevé à 39,2 M USD en 2018/19 et devrait d'ores et déjà être réduit à 19 M USD en 2019/20. Si l'aide bilatérale de gouvernement à gouvernement sera interrompue, le Pakistan devrait continuer à bénéficier de financements australiens à travers les projets financés à l'échelle régionale et mondiale ainsi que les bourses d'études d'enseignement supérieur (à hauteur d'environ 13,5 M USD en 2020/21).
- **Entrée en vigueur de l'accord de libre-échange révisé entre la Chine et le Pakistan.** Alors que seuls 10% des produits pakistanais étaient protégés dans la première version de l'ALE, 25 % le seraient désormais, ce qui correspond à 1760 lignes tarifaires et 37 % des importations pakistanaises en provenance de Chine (textile, vêtements, sidérurgie, automobile, équipements électriques, produits agricoles, chimie, plastiques, verre, instruments chirurgicaux, chaussures, cuir, bois, articles en pierre). Deux clauses de sauvegarde ont par ailleurs été introduites : la première visant à protéger les secteurs auxquels les produits importés portent préjudice ou menace de porter préjudice ; la seconde, visant à remonter les barrières tarifaires en cas de difficulté en termes de balance des paiements. Pour mémoire, la Chine est le premier partenaire commercial du Pakistan (12 Mds d'échanges sur l'exercice budgétaire 2018/19). Les échanges commerciaux entre les deux pays sont particulièrement déséquilibrés, le Pakistan enregistrant son principal déficit bilatéral avec la Chine (8,3 Mds USD en 2018/2019 après 9,7 Mds un an plus tôt). Tandis que la Chine a maintenu son rang de premier fournisseur du Pakistan pour la quatrième année consécutive en 2018/19 (19,4 % des parts de marché avec 10,2 Mds USD), les exportations pakistanaises vers ce pays s'élèvent à 1,9 Md USD (7,6 % des ventes pakistanaises), ce qui correspond à un taux de couverture des importations par les exportations de seulement 18,6 %.

SRI LANKA

- **Visite du nouveau président sri-lankais Gotabaya Rajapaksa en Inde.** Gotabaya Rajapaksa, le nouveau président du Sri Lanka, a effectué sa première visite à l'étranger en Inde, du 28 au 30 novembre. Lors de cette visite, l'Inde a offert une ligne de crédit de 400 M USD à Sri Lanka pour développer ses infrastructures et 50 M USD supplémentaires pour renforcer la lutte contre le terrorisme. L'Inde est traditionnellement un prêteur majeur pour Sri Lanka. Une ligne de crédit de 380 M USD avait été signée en 2017 dans le secteur du transport ferroviaire et du



développement urbain. L'Inde est le second partenaire commercial du pays (14,7% des échanges totaux) après l'UE. En 2018, Sri Lanka a exporté pour 767,5 M USD de marchandises vers l'Inde, soit 6,5% du total de ses exportations. Les importations de produits indiens s'élevaient à 4,2 Mds USD, soit 19% du total des importations. Les deux pays sont liés par un accord de libre-échange (ISFTA), entré en vigueur en 2000. Un accord de coopération économique et technologique, qui vise à étendre l'accord aux échanges de services, aux investissements, et à la coopération technologique, est toujours en cours de discussion.

- **Légère hausse de la production et de l'exportation de thé sur la période janvier - septembre 2019.** La production de thé sur les neuf premiers mois de l'année 2019 a atteint 232,75 M kgs contre 223,03 M kgs sur la même période l'an dernier, soit une hausse de +4,4%. Sur cette période, les exportations de thé sri-lankais ont atteint 221,1 M kgs contre 212,34 M kgs en janvier - septembre 2018, soit une hausse de +4,1%. Ces exportations de thé ont ainsi rapporté 1,03 Md USD sur la période étudiée contre 1,09 Md USD en 2018. Cette baisse de 0,06 Md USD s'explique par une diminution de la valeur de la roupie sri-lankaise par rapport au dollar américain. Les trois premiers marchés à l'exportation sont respectivement l'Iraq (29,9 M kgs), la Turquie (28,6 M kgs) et la Russie (22,4 M kgs). Le Sri Lanka était le 3^{ème} plus grand exportateur de thé dans le monde en 2018 (1,35 Md USD sur l'année entière), derrière la Chine et le Kenya.
- **Création d'un comité de nomination pour les entreprises publiques.** Un comité de sélection de 6 membres a été nommé, celui-ci aura pour tâche de recommander au gouvernement des nominations pour les postes de direction à pourvoir dans les entreprises publiques. Le président souhaite que seuls des managers dont la compétence est reconnue puissent être nommés à leur tête, le recours à des dirigeants étrangers ne semble par ailleurs pas exclu à ce jour.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi

2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P-H. Lenfant et H. Lafond.

Version du 06/12/2019